



ORGANISATION PANAMÉRICAINNE DE LA SANTÉ
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ



132^e SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Washington, D.C., E-U A, 23-27 juin 2003

Point 6.1 de l'ordre du jour provisoire

CE132/26, Rév. 1 (Fr.)
6 juin 2003
ORIGINAL : ANGLAIS

AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT DU PERSONNEL DU BUREAU SANITAIRE PANAMÉRICAIN

Conformément aux dispositions de l'article 020 du Règlement du personnel, le Directeur soumet au Comité exécutif, en annexe de ce document, les amendements au Règlement du personnel apportés depuis la 130^e session.

Ces amendements s'accordent avec ceux adoptés par le Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) lors de sa 111^e session tenue en janvier 2003 et sont conformes au paragraphe 2 de la résolution CE59.R19 adoptée par le Comité exécutif lors de sa 59^e session (1968) par laquelle il était demandé au Directeur de continuer à introduire les changements qu'il jugerait nécessaires pour maintenir une étroite analogie entre les dispositions du Règlement du personnel du Bureau sanitaire panaméricain (BSP) et celles de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les amendements figurant aux sections 1 et 2 et 3 découlent des décisions prises par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa Cinquante-septième session tenue en décembre 2002 sur la base des recommandations de la Commission de la Fonction publique internationale (CFPI). Les amendements donnent effet aux actualisations périodiques apportées aux traitements des catégories professionnelles et supérieures et au montant des allocations pour frais d'étude.

Les amendements de la section 4 découlent des décisions prises par le Conseil exécutif de l'OMS lors de sa 111^e session (résolution EB/111.R9) aux termes desquels des changements ont été portés au Règlement du personnel de l'OMS, concernant essentiellement la première étape de la nomination et de l'emploi des membres apparentés.

Le texte des articles modifiés du Règlement du personnel se trouve en annexe du document.

Le Conseil exécutif est invité à envisager un avant-projet de résolution qui confirme les amendements portés au Règlement du BSP, revoit le traitement du personnel dans les catégories professionnelles et supérieures et recommande au 44^e Conseil directeur une actualisation du traitement du Directeur du BSP.

TABLE DES MATIÈRES

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| Traitements du personnel pour les catégories professionnelles et hors classe..... | 3 |
| Traitements du Directeur adjoint, du Sous-Directeur et du Directeur | 3 |
| Examen des allocations pour frais d'étude | 4 |
| Amendements au Règlement du BSP | 4 |
| Normes de conduite pour les membres du personnel | 4 |
| Détermination des salaires..... | 5 |
| Politique relative au recrutement: Emploi des membres de la famille..... | 5 |
| Congés de paternité | 5 |
| Mesures à prendre par le Comité exécutif | 5 |
| Annexe | |

Traitements du personnel pour les catégories professionnelles et hors classe

1. Dans son rapport de 2002, la Commission de la Fonction publique internationale (CFPI) a recommandé des majorations salariales différentielles pour les catégories professionnelles et hors classe, allant de 0,45% au niveau P.1 à 13,3% au niveau D.1 (10,7% au niveau D.2 et au-delà), représentant en moyenne une augmentation de 5,7%. Ces majorations proposées ont pour but de ramener le niveau des salaires à la médiane de 115¹, notamment pour les niveaux supérieurs où la marge avait reculé, tombant nettement en dessous de la médiane.
2. Suite à de longues discussions, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé, aux termes de la résolution 57/285 du 20 décembre 2002, les majorations suivantes du salaire net en termes réels par catégorie : P.4 : 1,3% ; P.5 : 2,6% ; D.1 : 9,1% et D.2 : 6,3%. Ces majorations entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2003 porteront ces catégories au niveau de 111 et la marge générale à 112,2. Aucune majoration salariale n'a été approuvée pour les catégories P.1 à P.3 puisque ces niveaux étaient déjà équivalents ou supérieurs à la médiane de 115.
3. L'Article 330.2 du Règlement du personnel a été amendé en voie de conséquence, comme indiqué en annexe.

Traitements du Directeur adjoint, du Sous-directeur et du Directeur

4. Suite à la décision susmentionnée de l'Assemblée générale des Nations Unies, il convient également de réviser les traitements du Directeur adjoint, du Sous-directeur et du Directeur.
5. Depuis 1962, il est d'usage que le Comité exécutif fixe le traitement du Directeur adjoint de l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) au même niveau que celui des Directeurs régionaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et celui du Sous-directeur à US\$ 1.000 de moins.
6. Considérant que l'article 3.1 du Règlement du personnel du Bureau sanitaire panaméricain (BSP) stipule que "les traitements du Directeur adjoint et du Sous-directeur seront fixés par le Directeur du Bureau avec l'approbation du Comité exécutif", cette instance pourrait décider d'adopter la même pratique et faire passer le traitement annuel net du Directeur adjoint à \$115.207, soit une majoration de 6,3%, avec personnes à charge et à \$104.324 sans personnes à charge, et celui du Sous-directeur à \$114.207 par

¹ La relation entre la rémunération nette du personnel du système des Nations Unies dans les catégories professionnelles et hors classe à New York et celle du personnel de la Fonction publique aux États-Unis, utilisées aux fins de comparaison, pour les employés dans des postes analogues à Washington, D.C.

an avec personnes à charge et à \$103.324 sans personnes à charge, à compter du 1^{er} janvier 2003.

7. La 20^e session du Conseil directeur, aux termes du paragraphe 2 de la Résolution CD20.R20, demandait au "Comité exécutif, en cas d'ajustement futur de la catégorie de postes professionnels et des catégories de postes hors classe, de formuler des recommandations à la Conférence ou au Conseil directeur concernant le niveau approprié de traitement du Directeur". Depuis 1969, il est d'usage que les organes directeurs de l'OPS fixent le traitement du Directeur au même niveau que celui du Secrétaire général adjoint des Nations Unies, suivant le barème des traitements du système des Nations Unies.

8. Le Comité exécutif pourrait donc recommander au 44^e Conseil directeur d'ajuster de 6,3% le traitement du Directeur, d'où un traitement net de \$125.609 par an avec personnes à charge et à \$113.041 par an sans personnes à charge, à compter du 1^{er} janvier 2003.

Examen du niveau des allocations pour frais d'étude

9. L'Assemblée générale a également approuvé la recommandation de la CFPI en vue de revoir le niveau des allocations pour frais d'étude, qui a augmenté passant de US\$ 9.750 à \$11.115 par an. L'Assemblée a approuvé par ailleurs des augmentations dans sept pays ou zones monétaires : Autriche (euro), Suisse (franc suisse), Espagne (euro), Royaume-Uni et Irlande du Nord (livre sterling), Italie (euro) et dollar des États-Unis dans les États-Unis d'Amérique et dollar des États-Unis à l'extérieur des États-Unis. Le plafond des pensions scolaires dans certaines stations de travail a également été augmenté. Les modifications portées aux allocations pour frais d'étude sont applicables à l'année scolaire en cours à compter du 1^{er} janvier 2003. Les Articles 350.1, 350.2.2 et 355 ont été amendés en voie de conséquence, tel que l'indique l'annexe.

Amendements au Règlement du personnel du BSP

10. Les changements suivants au Règlement du personnel sont présentés aux fins de confirmation

- ***Normes de conduite pour les membres du personnel***

L'Article 110.7.1 a été édité aux fins de clarification uniquement

- ***Détermination des traitements***

L'Article 320.1 a été amendé aux fins de clarifier la base d'adjonction d'étapes supérieures.

- ***Politique liée au recrutement : Emploi de membres de la famille***

Les Articles 410.3.1 et 410.3.2.1 du Règlement ont été édités aux fins de clarification uniquement.

- ***Congés de paternité***

En 2001, le Conseil exécutif de l'OMS a confirmé l'introduction de cinq jours de congés de paternité, en tant qu'essai pendant deux ans, à compter de janvier 2001, introduction devant être revue au regard des évolutions du système commun. Vu que la CFPI se penchera sur cette question en 2003, il semble approprié d'étendre la période d'essai jusqu'en janvier 2004 puisque l'examen que réalisera la CFPI sera probablement achevé à cette date. Le rappel en bas de page de l'Article 760 a été amendé pour tenir compte de cette prorogation.

Mesures à prendre par le Comité exécutif

11. Au vu de ces révisions, le Comité pourra examiner le projet de résolution ci-après qui confirmerait ainsi les amendements au Règlement du personnel du BSP, tel qu'indiqué en annexe du présent document.

Projet de résolution

LA 132^e SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF,

Ayant examiné les amendements apportés par le Directeur au Règlement du personnel du Bureau sanitaire panaméricain (BSP) et présentés en annexe du document CE132/26;

Prenant acte des mesures prises par la Cinquante-sixième Assemblée mondiale de la santé concernant le traitement des Directeurs régionaux, des conseillers principaux et du Directeur général ;

Considérant les dispositions de l'article 020 du Règlement du personnel et de l'article 3.1 du Statut du personnel du BSP et de la résolution CD20.R20 du 20^e Conseil directeur, et

Reconnaissant la nécessité d'uniformiser les conditions d'emploi du personnel du BSP et de l'OMS,

DÉCIDE :

1. De confirmer, conformément à l'article 020 du Règlement du personnel du Bureau sanitaire panaméricain, les amendements à l'article 330.2 présentés par le Directeur, prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2003, concernant le barème des traitements s'appliquant au personnel de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures.
2. De fixer, avec entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2003 :
 - a) le traitement annuel net du Directeur adjoint à US\$ 115.207 avec personnes à charge et à \$104.324 par an sans personnes à charge ;
 - b) le traitement annuel net du Sous-directeur à \$114.207 avec personnes à charge et à \$103.324 sans personnes à charge.
3. De confirmer, conformément à l'article 020 du Règlement du personnel, les amendements apportés par le Directeur à compter du 1^{er} janvier 2003, comme suit :
 - a) à l'article 110.7 du Règlement du personnel relatif aux normes de conduite ;
 - b) à l'article 320.1 concernant la détermination des salaires ;
 - c) aux articles 350.1, 350.2.2 et 355, prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2003, pour l'année scolaire en cours, relatif aux allocations pour frais d'étude ; et
 - d) aux articles 410.3.1 et 410.3.2.1 relatifs au recrutement des membres de la famille.
4. De recommander au 46^e Conseil directeur :
 - a) de noter les amendements au Règlement du personnel apportés par le Directeur et confirmés par le Comité exécutif lors de la 132^e session qui concernent, entre autres, les normes de conduite, les allocations pour frais d'études, la détermination des salaires, les politiques relatives à l'emploi et les congés de paternité ;
 - b) de confirmer le traitement annuel du Directeur de \$125.609 avec personnes à charge et de \$113.041 sans personnes à charge, prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2003 ;

Text of the Amended Staff Rules *

330. Salaries

330.2 The following schedule of annual gross and annual base salaries shall apply to all professional and higher category posts with effect from 1 January 2003.

* Disponible uniquement en anglais ou espagnol. Ci-joint la version anglaise.

ANNEX I

Salary scale for the Professional and higher categories: annual gross salaries and net equivalents after application of staff assessment effective 1 January 2003

(United States dollars)

| Level | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 |
|-------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| USG | Gross | 186,144 | | | | | | | | | | | | | | |
| | Net D | 125,609 | | | | | | | | | | | | | | |
| | Net S | 113,041 | | | | | | | | | | | | | | |
| ASG | Gross | 169,366 | | | | | | | | | | | | | | |
| | Net D | 115,207 | | | | | | | | | | | | | | |
| | Net S | 104,324 | | | | | | | | | | | | | | |
| D-2 | Gross | 139,050 | 142,085 | 145,119 | 148,154 | 151,189 | 154,223 | | | | | | | | | |
| | Net D | 96,411 | 98,292 | 100,174 | 102,055 | 103,937 | 105,818 | | | | | | | | | |
| | Net S | 88,571 | 90,159 | 91,741 | 93,318 | 94,890 | 96,456 | | | | | | | | | |
| D-1 | Gross | 126,713 | 129,377 | 132,041 | 134,705 | 137,369 | 140,033 | 142,697 | 145,361 | 148,024 | | | | | | |
| | Net D | 88,762 | 90,414 | 92,065 | 93,717 | 95,369 | 97,020 | 98,672 | 100,324 | 101,975 | | | | | | |
| | Net S | 82,045 | 83,481 | 84,913 | 86,342 | 87,768 | 89,190 | 90,609 | 92,025 | 93,437 | | | | | | |
| P-5 | Gross | 104,102 | 106,369 | 108,635 | 110,901 | 113,168 | 115,434 | 117,701 | 119,967 | 122,234 | 124,500 | 126,766 | 129,033 | 131,299 | | |
| | Net D | 74,743 | 76,149 | 77,554 | 78,959 | 80,364 | 81,769 | 83,174 | 84,580 | 85,985 | 87,390 | 88,795 | 90,200 | 91,606 | | |
| | Net S | 69,437 | 70,685 | 71,930 | 73,174 | 74,416 | 75,655 | 76,892 | 78,127 | 79,360 | 80,591 | 81,820 | 83,046 | 84,271 | | |
| P-4 | Gross | 84,435 | 86,489 | 88,544 | 90,637 | 92,824 | 95,011 | 97,198 | 99,385 | 101,572 | 103,759 | 105,946 | 108,133 | 110,320 | 112,507 | 114,694 |
| | Net D | 62,327 | 63,683 | 65,039 | 66,395 | 67,751 | 69,107 | 70,463 | 71,819 | 73,175 | 74,530 | 75,886 | 77,242 | 78,598 | 79,954 | 81,310 |
| | Net S | 58,041 | 59,276 | 60,509 | 61,740 | 62,971 | 64,200 | 65,429 | 66,656 | 67,881 | 69,106 | 70,329 | 71,551 | 72,772 | 73,992 | 75,211 |
| P-3 | Gross | 68,306 | 70,208 | 72,112 | 74,011 | 75,915 | 77,815 | 79,715 | 81,620 | 83,523 | 85,423 | 87,326 | 89,226 | 91,202 | 93,226 | 95,250 |
| | Net D | 51,682 | 52,937 | 54,194 | 55,447 | 56,704 | 57,958 | 59,212 | 60,469 | 61,725 | 62,979 | 64,235 | 65,489 | 66,745 | 68,000 | 69,255 |
| | Net S | 48,242 | 49,396 | 50,553 | 51,706 | 52,862 | 54,015 | 55,169 | 56,324 | 57,477 | 58,632 | 59,782 | 60,933 | 62,083 | 63,233 | 64,384 |
| P-2 | Gross | 55,346 | 56,907 | 58,465 | 60,027 | 61,729 | 63,429 | 65,130 | 66,829 | 68,532 | 70,233 | 71,932 | 73,636 | | | |
| | Net D | 42,849 | 43,973 | 45,095 | 46,218 | 47,341 | 48,463 | 49,586 | 50,707 | 51,831 | 52,954 | 54,075 | 55,200 | | | |
| | Net S | 40,191 | 41,210 | 42,226 | 43,244 | 44,260 | 45,279 | 46,313 | 47,344 | 48,379 | 49,412 | 50,444 | 51,479 | | | |
| P-1 | Gross | 42,944 | 44,444 | 45,942 | 47,442 | 48,939 | 50,438 | 51,938 | 53,436 | 54,932 | 56,432 | | | | | |
| | Net D | 33,920 | 35,000 | 36,078 | 37,158 | 38,236 | 39,315 | 40,395 | 41,474 | 42,551 | 43,631 | | | | | |
| | Net S | 31,997 | 32,992 | 33,986 | 34,980 | 35,974 | 36,967 | 37,962 | 38,944 | 39,921 | 40,899 | | | | | |

Note:

D = Rate applicable to staff members with a dependent spouse or child
 S = Rate applicable to staff members with no dependent spouse or child

AMENDMENTS TO THE STAFF RULES`

| Former Text | New Text |
|---|---|
| <p>110. STANDARDS OF CONDUCT FOR STAFF MEMBERS</p> <p>110.7 The Director shall decide on the compatibility of any interests declared by staff members with Article I of the Staff Regulations, and on any action to be taken under this Rule:</p> <p>110.7.1 A staff member who has, or whose spouse or dependent children have, any interest in (including association with) any entity with which the staff member may be required, directly or indirectly, to have official dealings on behalf of the Organization, or which has a commercial interest in the work of PAHO, or a common area of activity with PAHO, shall report the interest to the Director.</p> | <p>110. STANDARDS OF CONDUCT FOR STAFF MEMBERS <i>110.1 to 110.6 unchanged</i></p> <p>110.7 Unchanged</p> <p>110.7.1 A staff member who has, or whose spouse or dependent children have, any interest in (including association with) any entity:</p> <ol style="list-style-type: none"> (1) with which the staff member may be required, directly or indirectly, to have official dealings on behalf of the Organization; or (2) which has a commercial interest in the work of WHO, or (3) which has a common area of activity with WHO shall report the interest to the Director. <p><i>No further changes</i></p> |
| <p>320. SALARY DETERMINATION</p> <p>320.1 On appointment to a fixed-term position, the net base salary of staff members shall be fixed at step 1 of the grade of the post to be occupied. In exceptional circumstances it may be fixed at a higher step in the grade in order to maintain the staff member's former income level.</p> | <p>320. SALARY DETERMINATION</p> <p>320.1 On appointment to a fixed-term position, the net base salary of staff members shall normally be fixed at step 1 of the grade of the post to be occupied; in exceptional circumstances, however, it may be fixed at a higher step in the grade in order to take into account a staff member's qualifications, skills, and experience in relation to the requirements of the post.</p> |

AMENDMENTS TO THE STAFF RULES

| Former Text | | New Text | |
|-------------|---|-----------|---|
| 410. | RECRUITMENT POLICIES | 410. | RECRUITMENT POLICIES |
| 410.1 | The paramount considerations in the selection of staff shall be competence and integrity. For posts in the professional category and above, geographical representation shall also be given full consideration. Such representation is not a consideration in appointments to posts subject to local recruitment. | 410.1 | <i>Unchanged</i> |
| 410.2 | Candidates under 20 or over 62 years of age shall not normally be considered for appointment. | 410.2 | <i>Unchanged</i> |
| 410.3 | Subject to Staff Rule 410.3.1, persons closely related by blood or by marriage to a staff member, as defined by the Director, shall not normally be appointed if another equally qualified person is available. | 410.3 | <i>Unchanged</i> |
| 410.3.1 | The spouse of a staff member may be appointed provided that the spouse is fully qualified for the post and provided that the spouse is not given any preference for appointment by virtue of the relationship to the staff member. | 410.3.1 | The spouse of a staff member may be appointed provided that the spouse is fully qualified for the position and provided that the spouse is not given any preference for appointment by virtue of the relationship to the staff member. |
| 410.3.2 | A staff member who is related to another staff member as specified under Rules 410.3 and 410.3.1: | 410.3.2 | <i>Unchanged</i> |
| | 410.3.2.1 shall not be assigned to serve in a post in the same unit, or to a post that is superior or subordinate in the line of authority to the post occupied by the staff member to whom he or she is related. | 410.3.2.1 | shall not be assigned to serve in a position in the same unit, or to a position that is superior or subordinate in the line of authority to the position occupied by the staff member to whom he or she is related. |

AMENDMENTS TO THE STAFF RULES'

| Former Text | New Text |
|--|--|
| <p>410. RECRUITMENT POLICIES</p> <p style="padding-left: 40px;">410.3.2.2 shall not participate in the process of selection, assignment, reassignment, or transfer of the related staff member; or in the taking or reviewing of an administrative decision affecting the employment status, entitlements, or other benefits of the related staff member.</p> <p style="padding-left: 40px;">410.3.3 The marriage of one staff member to another shall not affect the contractual status of either spouse, but their entitlements and other benefits shall be modified as provided in the Staff Rules and Manual. The same modifications shall apply in the case of a staff member whose spouse is a staff member of another Organization participating in the United Nations common system.</p> | <p>410. RECRUITMENT POLICIES</p> <p style="padding-left: 40px;">410.3.2.2 <i>Unchanged</i></p> <p style="padding-left: 40px;">410.3.3 <i>Unchanged</i></p> |
| <p>760. MATERNITY LEAVE AND PATERNITY LEAVE ¹</p> <p>¹ Paternity leave is introduced on a trial basis for two years, with effect from 1 January 2001, to be reviewed in January 2003.</p> | <p>760. MATERNITY LEAVE AND PATERNITY LEAVE ¹</p> <p>¹ Paternity leave is introduced on a trial basis for two years, with effect from 1 January 2001, to be reviewed in January 2004.</p> |

- - -